

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co., 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro... 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro... 20 centimes.
INSERIONS :
 ANNONCES... 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co.
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12.
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	79 80	» » » »
3 0/0 amortiss. ..	81 35	» » » »
4 1/2 0/0 1883 ..	107 90	» » » »
Cons. anglais ..	101 1/16	1/4 » » »
Italie	96 10	10 » » »
Flor. autric. (or).	87 75	» » » »
Esp. Extér. nouv.	52 5/8	4 1/8 » » »
Egyptien 6 0/0 ..	327 50	3 75 » » »
Ch. Egyptiens ..	438 75	1 25 » » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 30	10 » » »
Banque ottomane	503 75	2 50 » » »

PARIS, 25 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

La santé du roi d'Espagne

Madrid, 25 novembre.
 La Gazette officielle publie une dépêche du Pardo, datée de la veille du matin, disant que le roi n'a en aucune nouvelle attaque de dyspnée, son état est calme.
 Bien que le télégramme reçu cette nuit, et que nous publions plus loin, porte le mot de *diphthérie*, il ne faut voir là probablement qu'une altération du mot *dyspnée* (difficulté de respirer), qui se trouve dans le télégramme ci-dessus.

L'ambassade d'Espagne nous communique la dépêche suivante qu'elle a reçue sur la santé du roi Alphonse :

El Pardo, 25 novembre, 9 h. 45 matin.
 S. M. a éprouvé hier soir un accès comme celui de la nuit précédente, mais plus léger. Elle a eu ensuite un moment de repos, mais son état continue d'être grave.

Hendaye, 25 novembre.

Les nouvelles de Madrid venues par le courrier disent que les troupes sont concentrées dans les casernes.
 Tous les ministres se sont rendus au Pardo après du roi, sauf M. Canovas et le ministre de la guerre, qui sont restés à Madrid pour parer à toutes les éventualités.

INTÉRIEUR

Aujourd'hui, à midi, en l'église Saint-Germain-des-Près, a été célébré le mariage de M. Jean Guilan, avocat, avec Mlle Louise Fournel, fille de notre confrère M. Victor Fournel, qui signait « Bernadille » au *Francis*, et qui, sous le même pseudonyme, écrit des articles si remarquables sur *Montreuil universel*.

La bénédiction nuptiale a été donnée par M. l'abbé Bonnel, chanoine de Notre-Dame, ancien chapelain de Sainte-Geneviève, qui, dans une chaleureuse allocution, a rappelé les sentiments religieux des deux familles qui s'unissent aujourd'hui.

La messe a été dite par M. l'abbé Olagnol, aumônier de l'hôpital de la Charité, et la quête faite par Mlle Marie Guilan et son frère.

Les témoins étaient, pour la mariée : MM. Chesnelong, sénateur, et le comte Achille du Clézieux; pour la mariée : MM. Beluze, président du cercle du Luxembourg, et Marius Duran.

Une nombreuse et brillante assistance, parmi laquelle on remarquait de nombreux ecclésiastiques, était venue prouver par sa présence ses sympathies pour les deux familles.

EXTERIEUR

Bucharest, 24 novembre.

Le gouvernement roumain dément la nouvelle, donnée par la *Vienne Allgemeine Zeitung*, que la Roumanie aurait adressé aux grandes puissances une note déclarant qu'elle est formée d'occuper Varna, Choumli et Silistrie jusqu'à ce qu'une résolution ait été prise par les puissances dans le conflit des Balkans.

Le bruit de la concentration des troupes roumaines sur le Pruth est également inexact.

Serbes et Bulgares

Londres, 25 novembre.

Le Times publie l'importante information suivante qu'il déclare tenir d'une source serbe autorisée :

« La fin d'une puissance amie du roi Milan, la Turquie, a proposé, une seconde fois, au prince Alexandre une armistice impliquant la complète évacuation du territoire bulgare; condition à laquelle le gouvernement serbe a consenti.

« Le roi Milan a refusé d'abdiquer.

« Ses amis et partisans, tant à l'étranger que dans le royaume, tâchent d'assurer sa succession à son fils, autant que possible sous la régence de la reine; mais le roi se refuse à toute combinaison de ce genre. Sa résolution est prise de quitter la Serbie avec sa famille.

« Il est probable qu'il se retirerait en France.

« Une occupation de la Serbie par l'Autriche devient imminente; cette occupation aurait pour but d'empêcher l'accession au trône du prince Pierre Karageorgievitch.

Bucharest, 25 novembre, midi.
 La canonnade a duré toute la nuit autour de Wildin.

Ce matin, à 6 heures, les Serbes venant en force de Strydan et de Tatarig ont tenté une attaque et ont été repoussés après un combat qui a duré trois heures.

Londres, 25 novembre.
 Le Times s'exprime ainsi sur la situation nouvelle créée par les événements de Serbie :

« L'abdication du roi Milan laissera un grand vide qu'il sera bien difficile de combler.

« Le prince Pierre Karageorgievitch compte-t-il de nombreuses sympathies dans le pays? C'est ce qu'on ne peut déterminer

encore, et les objections à son avènement sont des plus sérieuses.

« D'autre part, une occupation de la Serbie par l'Autriche, sous quelque forme qu'elle se produise et quel que soit l'objet qu'elle se propose, présente de graves inconvénients. Elle ne manquerait probablement pas de provoquer un soulèvement général. Maintenant que la dynastie des Obrenovitch est ébranlée, la situation en Serbie donne beaucoup à craindre; mais rien ne serait plus fâcheux qu'une action précipitée.

« La Conférence serait étrangement inutile si elle ne trouvait pas les moyens d'empêcher que la guerre, qui devrait prendre fin dès maintenant, ne fût le commencement d'un conflit beaucoup plus grave.

Tzaribrod (frontière serbe), 29 novembre

soir.

(Arrivée le 25, à 10 h. 50 matin.)

Les Bulgares ont continué cette après-midi avec ardeur et sans relâche leur marche en avant, afin de pouvoir envelopper les troupes serbes s'il était possible; mais celles-ci fuyaient trop rapidement, laissant seulement derrière elles une forte arrière-garde pour battre plus facilement en retraite.

Le prince est arrivé à Tzaribrod pendant que les Serbes défendaient les dernières positions, à deux kilomètres de là.

Le prince a occupé ce soir la même chambre que le roi Milan, lequel était encore ici à une heure.

On a trouvé des papiers et des ukases serbes préparés.

M. Karaveloff est arrivé ici. Nos sommes à trois ou quatre kilomètres de la Serbie; l'armée bulgare va se concentrer ici, prête à entrer sur le territoire ennemi.

INFORMATIONS

Nous apprenons que le général de Courcy va être immédiatement rappelé.

Le commandant en chef au Tong-King a prouvé, à n'en pouvoir douter, qu'il n'avait aucun plan, aucune vue arrêtée.

Les journaux dévoués auront beau démentir cette nouvelle: nous ne la maintiendrons pas moins de la manière la plus formelle.

On se rappelle que le conseil municipal de Paris avait décidé que l'établissement d'une Bourse du commerce et le dégelage de ses abords serait gagé au moyen d'une imposition extraordinaire de 5 centimes additionnels au principal des trois premières classes de patentes.

La chambre de commerce a vivement protesté auprès des pouvoirs publics contre cette combinaison financière qui lui semblait injuste.

Malgré la légitimité de cette réclamation, les commissions municipales des finances, de la voirie et des halles et marchés, n'en ont pas moins maintenu leur première décision.

Dans ces conditions, l'affaire menaçait de ne pas aboutir.

C'est alors que MM. Jacques et Marius Martin ont eu l'idée de présenter un amendement tendant à réduire de cinq à deux centimes et demi les centimes additionnels réclamés, non plus aux trois premières classes, mais aux six premières classes de patentes parisiennes.

Cet amendement sera examiné aujourd'hui même par les commissions.

Comme il a réuni quarante-sept signatures, c'est-à-dire la majorité des membres en exercice, il n'est pas douteux qu'il ne soit adopté par le conseil municipal.

M. Dillon, consul à Tien-Tsin, qui a été adjoint à M. Cogordan pour négocier le traité de commerce avec la Chine, a été élevé au grade de consul général.

Pourquoi cette nomination n'a-t-elle point paru au *Journal officiel*?

Nous l'ignorons.

Dans tous les cas, M. Dillon conservera la mission provisoire qui lui est confiée.

..

Nous avons eu à le constater bien souvent: le *Mot d'Ordre*, de tous les journaux démocratiques dévoués au pouvoir jusqu'à la servilité et à la démagogie jusqu'à la domesticité hypocrite, celui qui se recommande le plus à l'attention publique; c'est le sectaire par excellence, ayant toute honte bue et ne regardant pas aux moyens pour donner satisfaction à ses passions, à ses rancunes, à ses ambitions.

Les députés conservateurs le gênent; il ne se demande pas s'ils ont été loyalement élus, s'ils représentent bien réellement la volonté du suffrage universel; la question n'est pas là. Ce sont des adversaires dangereux: qu'on les supprime! selon la doctrine jacobine.

L'invalidation, voilà le remède; et aujourd'hui, dans un article de deux colonnes, il revient avec persistance sur cette nécessité.

« Qu'est-ce que cela prouve, sinon que la droite vote, tour à tour, selon son intérêt et ses passions, avec le groupe qui lui plaît, et que, jusqu'à nouvel ordre, son appoint est décisif? Malheureusement, il y a longtemps que nous avons prédit et déploré ce résultat.

« Mise en éveil par l'invalidation des députés de Tarn-et-Garonne, la droite a essayé d'amadouer la gauche, et en paraissant ne pas user de représailles, elle a tenté de sauver ses membres menacés. Les républicains verront par la suite s'ils ont eu à user de ménagements envers les réactionnaires dont l'élection est entachée de vices et de nullités.

Ces invites à la partialité, à l'injustice

ne sont-ils pas scandaleux? Ils portent, à la vérité un enseignement, car ils révèlent l'épouvante des républicains.

LES BASSESSE PRÉFECTORALES

Sur la proposition du préfet de l'Ariège, trente-cinq ecclésiastiques auront leur traitement supprimé à partir du 1^{er} décembre prochain.

Cette mesure est basée sur l'attitude de ces ecclésiastiques pendant la dernière période électorale.

C'est la bassesse élevée à la plus haute puissance connue.

N'oublions pas que le préfet de l'Ariège a déjà destitué près de soixante petits fonctionnaires soupçonnés de ne pas être d'ardents, de farouches républicains.

Il paraît que ce citoyen est une sorte de Saint-Just, dont le zèle excessif ne peut manquer de le faire jeter à la porte de sa préfecture pour excitation républicaine par trop compromettante.

LE ROI D'ESPAGNE

De très graves nouvelles de la santé du roi d'Espagne ont circulé hier soir; le bruit de sa mort s'est même répandu un instant.

Bien que l'état du roi soit très inquiétant, on n'a pas encore perdu tout espoir. Ce prince souffre depuis longtemps déjà d'une dysenterie persistante qui l'a beaucoup affaibli, mais il n'a que vingt-huit ans et on peut toujours espérer que la jeunesse triomphera de la maladie.

Si le Ciel venait à en décider autrement, la mort de ce souverain pourrait avoir pour l'Espagne des conséquences terribles. Depuis son avènement au trône, il y a huit ans, les partis révolutionnaires avaient été tenus en échec; les carlistes n'avaient fait aucune tentative et des *pronunciamientos* n'étaient point venus, comme sous le règne précédent, mettre sans cesse le trône en péril.

L'affaire des Carolines avait établi entre le souverain et son peuple un courant de sympathie que la conduite du roi pendant l'épidémie cholérique n'avait fait que rendre plus puissant. Grâce à l'habileté, à la prudence et à la fermeté de M. Canovas, le conflit qui avait failli éclater entre l'Espagne et l'Allemagne avait été évité sans que l'orgueil national ait eu à en souffrir.

On pouvait donc espérer que sous le sceptre de ce jeune prince les Espagnols verraient leur pays prospérer et grandir. Sa disparition livrerait l'Espagne aux révolutionnaires.

Pour faire face aux éventualités qui pourraient surgir, si le roi venait à mourir, on parle de la création d'un ministère national, sous la présidence de M. Canovas ou de M. Sagasta. Le roi Alphonse n'a que des filles encore en bas âge. Les femmes n'étant point exclues du trône, c'est la jeune princesse des Asturies qui se trouverait lui succéder, à moins que la reine Christine, dont la grossesse est annoncée, ne donne à la dynastie un héritier mâle.

D'une façon ou de l'autre, la question de régence se trouvera posée. On met en avant le nom de la jeune reine qui est une archiduchesse d'Autriche, celui de la reine Isabelle, mère du roi; voire même celui du duc de Montpensier. Ce dernier étant l'homme le plus impopulaire de toute l'Espagne, il n'y a pas lieu d'attacher la moindre importance à ce bruit que nous donnons à titre de renseignement.

Vu la gravité de la situation, il se pourrait qu'une sorte de Régent-Dictateur fût nommé. Dans ce cas, le général Lopez-Dominguez paraît désigné pour occuper ces hautes et délicates fonctions.

Nous espérons pour l'Espagne que toutes ces combinaisons seront inutiles et que la Providence lui conservera son jeune roi.

EN ORIENT

Grisé par la victoire, le prince Alexandre de Bulgarie — qui, il y a dix jours encore, implorait humblement l'assistance de la Porte — rejette aujourd'hui avec hauteur la proposition d'armistice au gouvernement serbe dont le sultan avait pris l'initiative, et se refuse à l'envoi d'un commissaire turc à Philippopolis. Il ne veut traiter de la paix qu'une fois l'armée serbe anéantie et le dernier soldat du roi Milan sorti du territoire bulgare.

Après les habiletés serbes, nous voyons obligés d'écouter les habiletés bulgares, jusqu'au jour où la fortune, venant de nouveau à sourire au roi de Serbie, nous verrons ses fanfaronnades recommencer, tandis que le prince Alexandre reprendra l'attitude piteuse de ces derniers temps.

Les puissances européennes qui ont, en un jour de démence, élevé ces deux peuplades au rang des nations et mis le sceptre aux mains d'Alexandre et de Milan, vont-elles permettre que leurs décisions soient tenues en pareil mépris?

Le prince Alexandre de Bulgarie, bien qu'ayant regagné quelques sympathies russes, grâce à sa bravoure sur le champ de bataille, n'est certainement point soutenu par le czar dans cette attitude de révolte. — La Russie s'est montrée dès le début très favorable au retour au *statu quo ante*, mais il n'en a pas été de même de l'Angleterre qui voulait l'acceptation des faits accomplis. Il est donc très probable que les nouvelles complications excessivement graves qui peuvent surgir de la conduite du prince Alexandre sont dues aux conseils de M. Lascelles, l'agent anglais à Sofia. — Quel but veut atteindre l'Angleterre en soutenant ainsi les résistances du prince de Bulgarie? Lord Salisbury veut-il créer en Orient un

conflit auquel la Russie serait obligée de prendre part: ce qui mettrait un temps d'arrêt à la marche des Russes du côté de l'Inde? Obéit-il simplement à un mot d'ordre venu de Balmoral; et pour faire plaisir à la reine, ne craint-il pas de troubler la paix de l'Europe?

Quelle que soit la raison de ce nouvel incident, il faut le considérer comme d'une extrême gravité et comme pouvant mener à une conflagration générale; car, malgré sa prudence et son désir manifeste de ne pas recourir aux mesures violentes, la Porte ne pourra pas éternellement se laisser bafouer par Milan et Alexandre; et, une fois le premier coup de canon tiré par elle, c'est l'inconnu!

Les Trente-Trois

Il est clair que le jour où il a déposé son projet de loi relatif aux crédits du Tong-King, le gouvernement se berçait de l'espoir de remporter à la Chambre une victoire facile; d'autant plus qu'il avait fait dire ou laissé dire que, derrière cette question de politique coloniale, il pourrait y avoir une question ministérielle. Renverser le ministère? M. Brisson pensait bien que personne n'oserait affronter une pareille éventualité.

Ainsi raisonnait naguère M. Jules Ferry, auquel cette tactique a pendant tout longtemps réussi.

Il s'agissait de savoir si le même procédé de pression parlementaire aurait autant de succès avec la nouvelle Chambre qu'avec l'ancienne.

A l'heure actuelle, l'expérience n'est point favorable à M. Brisson.

Un mois et demi après les élections, l'écho des réclamations, des injonctions même du pays, retentit encore à l'oreille des députés. Et l'on en a eu la preuve, hier, dans les bureaux de la Chambre.

Sur trente-trois commissaires élus pour reprendre l'examen de la politique coloniale, trois seulement — trois sur trente-trois — ont pu se décider à accorder leur approbation au système des expéditions lointaines.

Nous n'avons pas ici à entrer dans les détails. On trouvera plus loin, avec le nom des membres de la commission, l'exposé de leurs opinions au sujet de la demande de crédits dont il s'agit, ainsi que le résumé des discussions qui se sont produites dans chacun des onze bureaux.

Tout ce que nous voulons faire remarquer à cette place, c'est que, dans cette première rencontre qui a eu lieu hier, et où se sont trouvés en présence l'esprit de parti d'une part et le sentiment national de l'autre, c'est le sentiment national qui l'a emporté. Nous applaudissons à ce résultat.

Nous y applaudissons comme à un fait heureux, et parce que la question se trouve quant à présent replacée sur son vrai terrain: celui des intérêts de la nation et, disons le mot: celui du patriotisme.

Car il faut bien savoir où le patriotisme repose: les opportunistes ont essayé de faire croire qu'il devait consister, dans l'espoir, à suivre la politique Ferry-Brisson dans n'importe quelles aventures et jusqu'au bout du monde. Le pays a protesté, et la Chambre, se faisant cette fois l'écho du pays, s'est associée hier à ses protestations.

L'honneur du drapeau est sauf. C'est l'essentiel. Et cela permet de chercher à nous dégager le plus vite possible du mauvais pas où M. Ferry nous a engagés et où M. Brisson voudrait nous pousser plus avant.

Nous avons le droit aujourd'hui de songer à ménager le sang français et l'argent français.

Nous en avons le devoir. Telle est, en effet, la volonté de la France; et c'est pour obéir à cette volonté supérieure que la Chambre a nommé hier la commission en lui disant: — Le moment est venu d'en finir, aussi rapidement que les circonstances le pourront comporter, avec cette excessive politique coloniale qui est à la fois triste, inhumaine et ruineuse.

Les dispositions de la commission sont connues: elle a, en effet, l'intention de sauvegarder les intérêts de la nation, sans oublier, bien entendu, les intérêts supérieurs de l'honneur français. Telle est la tâche qu'elle a acceptée, qu'elle s'est imposée elle-même.

Son point de départ, la base des propositions qu'elle apportera à la Chambre, c'est de rompre absolument avec la politique aventureuse qui est, depuis plus de deux ans, celle du gouvernement de la République.

Cela posé, il reste à rechercher les moyens d'exécution, c'est-à-dire à choisir entre la liquidation progressive et l'évacuation immédiate.

Ce n'est donc plus qu'une question de mesure.

Et le problème ne réside plus désormais qu'en ceci: ne rien sacrifier, et mettre d'accord avec notre honneur tous les intérêts en cause, ceux de l'armée et ceux de la nation, ceux des pères de famille et ceux des contribuables.

Ensuite, et puisqu'on parle de liquidation, il y aura à liquider les responsabilités — à songer que M. Brisson a continué la politique Ferry, et à se rappeler que M. Ferry attend encore sa mise en accusation.

Le mouvement diplomatique que nous avions fait prévoir est aujourd'hui officiel.

M. de Laboulaye, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Lisbonne, est nommé ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Espagne, en remplacement de M. le baron des Michels, mis sur sa demande en disponibilité.

M. Billot, ancien directeur des affaires politiques au quai d'Orsay, est nommé

envoyé extraordinaire de la République française près S. M. le roi de Portugal.

M. le baron de Ring, ministre plénipotentiaire de première classe, est, sur sa demande, relevé des fonctions de directeur par intérim des affaires politiques et admis dans le cadre de la disponibilité des agents de son grade.

M. Francis Charnes, ancien ministre plénipotentiaire de deuxième classe, est réintégré dans son grade et nommé directeur des affaires politiques et du contentieux au ministère des affaires étrangères.

Nous avons annoncé que la convocation de l'Assemblée nationale pourrait bien avoir lieu le 11 décembre prochain; on dit aujourd'hui le 12; en un mot, la date est incertaine.

C'est pourquoi M. le baron de Mackau a prévenu M. Brisson qu'il lui adresserait une question au sujet de la date à laquelle les électeurs de Tarn-et-Garonne seraient convoqués. L'honorable député de l'Orne pense qu'il est de toute justice de procéder aux nouvelles élections de ce département avant la réunion du Congrès, afin que les élus puissent participer à l'élection présidentielle.

On dit que M. le président du conseil se dérobe, alléguant que cette question ne relève pas de la Chambre. Quoi qu'il en soit elle sera posée à la séance de demain, et si M. Ferry ne répond pas, la Chambre se prononcera en ce qui la concerne.

LES CAPITAUX ET LES AFFAIRES

Depuis bientôt trois années le monde des affaires, en France, est dans le marasme. L'esprit d'entreprise semble avoir abdiqué et, de cette remarquable activité qui, jadis, alimentait nos industries, fécondait du même coup notre épargne, que reste-t-il aujourd'hui?

Les faits sont là pour fournir une triste réponse.

Est-ce à dire cependant que la source des affaires soit tarie et que, dans le vaste champ ouvert au labeur des hommes et à leur initiative, il n'y ait plus aucune exploration à faire, plus rien d'utile, voire de nécessaire à entreprendre?

L'exemple du contraire, exemple vivant, est sous nos yeux.

Nous voulons parler de M. de Lesseps. Chacun lui décerne le titre de « Grand Français » et ce titre, il le mérite doublement. D'abord parce qu'il a su porter au loin et entourer de prestige le nom de la France; en second lieu, parce que, demeuré sur la brèche quand tant d'autres rentraient sous la tente, il s'emploie en ce moment à ouvrir une voie nouvelle où son pays peut être assuré de rencontrer à la fois honneur et profit.

En d'autres termes, après avoir réussi le Canal de Suez, M. de Lesseps est en train de réaliser le canal de Panama.

Mais, disent les adeptes de certaine école pour laquelle subventionner une entreprise au dehors des frontières constitue presque un crime de lèse-nation, à Panama tout comme à Suez il s'agit d'argent placé et dépensé à l'étranger. Par tant de là, sans réflexion plus ample, les gens en question s'empressent de condamner l'affaire.

Raisonnons un peu, cependant. Les capitaux français ont percé l'isthme de Suez et créé un canal maritime à la place des sables arides du désert.

En bien! chiffres en mains, on trouve que l'exploitation du canal de Suez a déjà donné à la France 1 milliard 200 millions de francs, c'est-à-dire, étant admet un capital d'établissement d'environ 400 millions, le triple de la somme primitivement dépensée pour ce canal.

A l'heure présente, du seul fait du transit des navires, la recette annuelle dépasse 60 millions de francs, dont la France retire d'autant plus d'avantage que les neuf dixièmes de cette somme émanent du trafic étranger.

Peut-on vraiment, après cela, reprocher d'une façon absolue toute entreprise ayant d'autres bases que le sol de la patrie?

Comment ne pas reconnaître, au contraire, que souvent de telles affaires sont, pour le peuple qui les conçoit et qui les exécute, un moyen heureux d'expansion internationale?

Et puisque nous émettons cette idée, disons qu'il est pour une nation deux manières différentes d'exercer au dehors son influence: ou par l'émigration de ses habitants ou par la commande d'entreprises étrangères.

Nul n'ignore le peu de disposition qu'a le Français à abandonner le sol natal; il convient, en conséquence, d'encourager autant que possible le second procédé.

Pour nos intérêts matériels, pour le développement de notre influence morale et civilisatrice, il importe que nous trouvions mêlés au mouvement commercial, industriel, économique du monde entier.

Est-ce trop présumer des forces et des ressources du pays que de l'en croire capable?

Non, sans contredit.

Quand on voit la pénurie actuelle d'affaires productives, quand on se rend compte de la difficulté qu'éprouve l'épargne à placer avantageusement les deux milliards environ économisés chaque année par elle, on peut, on doit donner aux entreprises formées ailleurs que sur le vieux continent.

Nous parlons tout à l'heure du Canal de Suez et des immenses bénéfices que l'épargne française en a retirés. Mais c'est là l'œuvre du passé; quant au présent et à l'avenir, il est d'autres exigences. Le percement de l'isthme américain vient à point pour les satis-

faire, et cette opération promet d'être plus productive encore que sa devancière.

Un dernier mot: L'Empire se glorifie d'avoir favorisé la création du Canal de Suez; la République, sans déchoir aux yeux des nations, ne peut faire moins aujourd'hui que de faciliter l'établissement du canal

son d'organiser une seconde cavalcade, encore plus brillante que la première.

A ce propos, M. Dufayel soumet aux organisateurs des grandes fêtes que l'on prépare une idée qui mérite d'être prise en considération. Il demande, pour exciter l'émulation de tous, que le comité crée des prix qui seraient distribués « aux chars les plus ornés et aux cortèges les plus éclatants ».

C'est ainsi que cela se passe à Nice. Pourquoi ne ferait-on pas de même à Paris ?

Une rencontre au pistolet, qui a eu un dénouement tragique, vient d'avoir lieu à la frontière italienne entre deux personnalités très marquantes de l'aristocratie autrichienne.

L'un des adversaires a eu la mâchoire fracturée et l'autre l'épaule droite brisée. Les adversaires, qui étaient placés à quinze pas, ont fait feu en même temps au commandement.

La ville de Chicago est en révolution ! Le célèbre joueur de billard Vignaux, l'alexandre du carambolage, est en ce moment dans ses murs, et il a pour adversaires MM. Slosson et Schaeffer, avec lesquels il s'est déjà mesuré à Paris.

Il s'agit cette fois d'un prix de trente-cinq mille francs, qui, joint au montant des entrées, formera un total de cinquante mille francs, chiffre rond.

Excusez du peu ! comme disait Rossini. La lutte comprend six parties de six cents points chacune. Les trois adversaires ont gagné chacun deux parties :

Vignaux tient la tête avec 2,256 points; après lui vient Schaeffer, avec 1,145; enfin Slosson ferme la série avec 1,828 points.

On attend la belle avec une vive impatience.

Comme M. Grévy doit regretter que sa « grandeur l'attache au rivage » et comme il doit pester de ne pouvoir assister à ce match étonnant !

La séance du Sénat

Séance du 24 novembre

La séance est ouverte à trois heures.

M. le Royer prononce l'éloge funèbre de M. Hamille, sénateur du Pas-de-Calais; il retrace la vie du défunt et exprime les regrets que sa perte inspire au Sénat.

M. Diez-Monin donne lecture d'un rapport sur le projet de loi portant approbation d'un traité de commerce entre la France et le Birmanie.

Le projet est adopté sans discussion. Le Sénat adopte également :

1° Le projet de loi ayant pour objet d'introduire la pêche aux étrangers dans les eaux territoriales de France et d'Algérie;

2° Un projet de loi adopté par la Chambre des députés ayant pour objet d'approuver une convention passée avec la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'exécution à voie étroite de divers chemins de fer.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif à l'aménagement et au rachat des droits d'usage dans les forêts de l'Algérie, aux exploitations et abus de jouissance dans les bois des particuliers, à la police des forêts et au reboisement.

Les quinze articles et l'ensemble du projet sont adoptés sans discussion.

Le Sénat s'ajourne à samedi deux heures. La séance est levée à quatre heures.

LA COMMISSION DES CREDITS

La commission de trente-trois membres qui a été nommée hier dans les bureaux de la Chambre pour examiner le projet de loi relatif aux crédits du Tong-King est ainsi composée :

1° bureau : MM. Julien, de la Porte, Waddington.

2° bureau : MM. Pelletan, Rochefort, Bergerot.

3° bureau : MM. Pichon, Dreyfus, Ganivet.

4° bureau : MM. Lockroy, Thomson, Albert Ferry.

5° bureau : MM. Andrieux, du Bodan, de Saint-Martin.

6° bureau : MM. Rivière, G. Perin, amiral de Gueydon.

7° bureau : MM. Casimir-Perier, Viette, Gaillard.

8° bureau : MM. Granet, Raoul Duval, Delafosse.

9° bureau : MM. Boyssot, Hubbard, Balme.

10° bureau : MM. Lalande, Dugué de la Fauconnerie, Rémouville.

11° bureau : MM. Momié, Domier d'Hornoy, Pichon, Chevillon.

Cette commission compte dix membres de la droite, qui sont : MM. Bergerot, Ganivet, de Saint-Martin, du Bodan, Raoul Duval, Delafosse, Dugué de la Fauconnerie, Pichon, l'amiral de Gueydon, l'amiral de Domier d'Hornoy.

Trois membres de la commission sont partisans du projet du gouvernement : MM. Thomson, Albert Ferry et Casimir-Perier.

Neuf membres de la commission sont partisans d'une politique de liquidation : ce sont MM. Julien, de la Porte, Richard Waddington, Domier d'Hornoy, Lockroy, Viette, Gaillard (Vaucluse), de Gueydon et Balme.

Enfin, vingt et un membres de la commission sont partisans de l'évacuation immédiate du Tong-King.

Voici le résumé des discussions qui se sont engagées dans les bureaux :

PREMIER BUREAU. — M. Waddington parle des circonstances atténuantes pour la politique coloniale; il dit qu'il faut que le pavillon français conserve son prestige dans les mers de Chine; mais il voudrait que l'on se décidât à restreindre peu à peu le chiffre du corps d'occupation.

M. Keller dit que l'honneur du drapeau français a obtenu satisfaction. Les crédits demandés sont exagérés; on devrait se contenter d'un pied-à-terre au Tong-King, à Haiphong et à Hanot.

M. de la Porte écarte l'évacuation totale et le développement de l'action militaire; il propose de restreindre l'occupation.

M. Brissot. — Le gouvernement s'efforcera de réduire l'effectif et les dépenses. La Cochinchine paie à peu près ses frais. C'est là un exemple. On peut espérer que les revenus locaux suffiront aux frais de l'occupation du Tong-King. Le gouvernement n'est pas partisan de l'évacuation. Il y a un autre danger à la faire. Le gouvernement ne veut ni de l'évacuation ni de l'extension de l'honneur du drapeau est dégrisé.

M. le baron Reille répond au président du conseil et dit que l'honneur de la France n'est pas engagé au Tong-King.

M. Jules Roche défend la même thèse que M. Brissot.

M. Dariste se prononce pour l'évacuation.

M. Julien propose la liquidation mesurée de l'entreprise.

DEUXIÈME BUREAU. — M. Thénaut demande que l'occupation soit limitée. A cette condition seulement il votera les crédits. Si l'occupation limitée est impossible, il demandera l'évacuation.

M. Frédéric Passy parle pour l'évacuation immédiate de Madagascar et du Tong-King.

M. Paul Bert estime qu'il faut rester au Tong-King et qu'on ne peut renoncer à toute politique coloniale.

MM. Camille Pelletan et Rochefort parlent en faveur de l'évacuation.

M. Bergerot résume les arguments en faveur de l'évacuation; il dit qu'il ne votera que les crédits nécessaires pour le rapatriement de nos troupes.

TROISIÈME BUREAU. — MM. Allain-Targé et Sadi Carnot sont présents. Ils déclarent qu'ils ne prendront point part à la discussion. Le désir du gouvernement est de connaître l'opinion des bureaux.

MM. Dreyfus et Pichon combattent les crédits.

M. Ganivet dit que le vote des crédits, c'est la continuation des expéditions. Le refus, c'est l'évacuation. L'orateur se prononce pour le refus.

QUATRIÈME BUREAU. — M. Lockroy se prononce pour l'occupation restreinte à la sauvegarde de notre honneur et de nos intérêts nationaux.

MM. Thomson et Albert Ferry se déclarent pour les crédits.

SEPTIÈME BUREAU. — M. Goblet s'efforce de convaincre le gouvernement.

On nous reproche, dit-il, de continuer la politique de M. Ferry. Il y a une grande différence entre les deux politiques. Le gouvernement actuel ne songe en aucune manière à continuer la politique d'expansion coloniale; mais il n'est pas non plus pour une politique de liquidation; il a cru et croit pouvoir aller jusqu'à l'évacuation. Il considère cette politique comme éminemment dangereuse.

M. Goblet a cru, à l'origine, qu'il était absolument nécessaire d'aller au Tong-King.

M. Etienne défend la politique coloniale. M. Julien se prononce à la nécessité d'en finir avec le Tong-King.

M. Saint-Martin (Indre) croit que le véritable patriotisme et la véritable sagesse consistent à abandonner une mauvaise affaire, quand il en est temps encore.

SIXIÈME BUREAU. — M. Georges Perin parle contre les crédits.

M. l'amiral de Gueydon fait l'historique des progrès des Chinois, beaucoup plus redoutable qu'on ne l'imagine. Ils sont au Tong-King, et si on veut en occuper une partie, il faut occuper le tout. Il est indispensable d'occuper le Tong-King en entier. On n'y fera jamais rien. Il n'y a rien à accorder tant qu'on n'aura pas renoncé au passé. Cependant, avant de se retirer du Tong-King, il faudrait trouver un point à prendre, par voie de compensation, afin de tenir tête à la Chine sur mer.

M. Rivière parle contre l'expédition tonkinoise.

M. Proust essaye seul de justifier la politique du gouvernement.

SEPTIÈME BUREAU. — M. Gaillard pose la question de l'arbitrage. L'arbitrage avait été proposé par la neutralisation du Tong-King; mais, en l'absence d'arbitrage, il demande l'évacuation.

M. Viette se prononce pour l'occupation restreinte.

M. Saint-Martin (Vaucluse) se prononce pour l'évacuation.

M. Casimir Perier est favorable au vote des crédits.

HUITIÈME BUREAU. — M. Delafosse rappelle qu'il a combattu tous les crédits du Tong-King. Il est partisan de la mise en accusation. Le gouvernement actuel n'est pas responsable de l'expédition du Tong-King; mais il entend accepter tout entière la responsabilité de cette expédition, puisqu'il propose le report des crédits.

L'orateur examine d'abord l'occupation limitée. Il la combat à cause de la nécessité de retirer de nombreux soldats qui ne feront que se défendre et se débattre contre la maladie.

L'occupation du Delta est la dénonciation flagrante du traité; car nous devons l'organiser, le pacifier. Il y a, à côté, la Chine, qui s'organise à l'européenne et qui dira à la France : Je vous somme d'écarter le traité, ou bien j'occupe le Tong-King et je vous en chasse.

L'occupation complète est encore plus dangereuse. Il est partisan de l'évacuation.

On dira : Mais l'honneur national est engagé ! M. Delafosse pense que cet argument n'est pas sérieux, car nous ne sommes pas conduits à l'évacuation par des échecs, puisque notre armée a été victorieuse.

L'orateur cite l'exemple de l'Angleterre abandonnant l'Afghanistan, le Transvaal, le Soudan, après la mort de Gordon. Cependant, l'Angleterre fait bonne figure dans le monde.

Raoul Duval considère l'expédition comme un acte de politique insensé. Il veut qu'on oriente la politique du côté de l'évacuation.

Nous occupons actuellement la situation que M. Bourée avait prévue.

Le traité de paix nous a imposé vis-à-vis de la Chine des charges extrêmement lourdes, qu'il faudrait exécuter indéfiniment. Ces conditions, onéreuses, à l'heure qu'il est, il est convaincu que le gouvernement a reçu du gouvernement chinois des mises en demeure d'exécuter ce traité, du moins par partie.

Les débouchés du commerce français n'existent pas. Un délégué de la chambre de commerce de Lyon l'a constaté. Du reste, le commerce lui-même peut se le ouvrir, si c'est possible, dans ce pays bien moins productif qu'on l'a dit.

La commission doit vouloir la vérité, car M. Ferry a trompé l'Assemblée dernière. Quand on aura la vérité, la Chambre fera l'évacuation.

Quant à Madagascar, l'orateur est de l'avis du gouvernement, qui semble vouloir liquider cette affaire.

M. Granet combat le projet de crédits.

M. de Lanessan défend la politique coloniale.

NEUVIÈME BUREAU. — Mgr Freppel prend la défense du projet du gouvernement.

M. Boyssier résume son argumentation.

M. Hubbard propose de voter seulement les crédits nécessaires pour l'évacuation.

M. Ballue se prononce contre l'abandon complet du Tong-King.

DIXIÈME BUREAU. — MM. Lalande, Dugué de la Fauconnerie et Rémouville se prononcent contre l'expédition du Tong-King.

M. de la Rocheffoucauld reproche au gouvernement de manquer de franchise.

M. le baron de Soubeyran dit que la commission devra demander au gouvernement quelles sont les ressources sur lesquelles il compte pour faire face aux crédits qu'il demande.

M. Sarrien répond que le gouvernement fournira des renseignements.

ONZIÈME BUREAU. — M. Pichon se prononce pour l'évacuation.

M. Chevillon ne votera des crédits que pour l'évacuation.

M. l'amiral Domier d'Hornoy parle en faveur de l'évacuation progressive, en gardant quelques points stratégiques.

M. Paul de Cassagnac dit que dans la circonstance il se rallie à la proposition de M. l'amiral de Domier d'Hornoy pour

l'évacuation progressive, tout en réservant la liberté pour la discussion générale.

ACTES OFFICIELS

Sont convoqués pour le 13 décembre prochain :

Les électeurs du canton de Blain (Loire-Inférieure), à l'effet d'élire leur représentant au conseil général.

Les électeurs du canton ouest de Moulins, du 1^{er} canton de Montpelier, des cantons de Cancale (Ille-et-Vilaine), de Châteaubriant (Loire-Inférieure), de Saint-Gildas-du-Bois (Loire-Inférieure) et de Griselles (Tarn-et-Garonne), à l'effet de nommer un conseiller d'arrondissement.

JOURNAUX ET REVUES

L'Intransigeant publie ce qui suit :

Nous savons de source absolument sûre, et nous affirmons sans crainte aucun démenti :

1° Que M. Brissot a eu connaissance, jeudi soir, d'une dépêche chiffrée annonçant qu'une formidable insurrection vient d'éclater dans les provinces septentrionales de l'Annam et se propage rapidement vers Hué, de façon à nous rendre la situation intenable d'ici à très peu de jours;

2° Que le susdit Brissot, comprenant sans trop de peine toute la gravité d'une pareille révélation au moment où la Chambre est appelée à statuer sur les crédits du Tong-King, a fortement insisté pour que cette dépêche ne fût pas livrée au public, et surtout pour qu'il n'en fût pas donné connaissance à M. de Freycinet.

Nous engageons vivement le ministre des affaires étrangères, ajoute l'Intransigeant, à se procurer le texte de la dépêche en question; avec un peu d'insistance et d'énergie, il obtiendra qu'elle lui soit montrée, et sans doute il estimera qu'il est impossible de la dissimuler plus longtemps à la Chambre.

Quant à M. Brissot, cet escamotage de dépêche et cette petite manœuvre contre la bonne foi d'un de ses collègues achevent de le juger et ne sont point pour augmenter son renom d'austérité.

— Le Temps publie une série de chiffres intéressants sur les dépenses et les contingents absorbés par l'expédition du Tong-King et sur les modifications que le gouvernement entend introduire à la situation actuelle.

On se rappelle que le Parlement a mis, en 1885, à la disposition des ministres de la marine et de la guerre, un ensemble de crédits qui s'élevaient à 243,422,000 francs pour les opérations engagées dans l'Extrême-Orient. D'après les évaluations des deux ministères, une somme de 113,470,640 fr. restera disponible à la fin de l'exercice courant, et les prévisions de dépenses pour le Tong-King (guerre et marine) sont estimées, pour 1886, à 75,303,901 fr., montant du crédit demandé.

La guerre réclame 30 millions pour les dépenses du corps expéditionnaire; la marine, 45,203,901 fr. pour les transports, la division navale du Tong-King et le service colonial.

Mais, comme on va le voir, on compte diminuer d'une façon très sérieuse les effectifs et modifier la constitution du corps du Tong-King.

En effet, en 1885, les effectifs moyens ont été de : 661 officiers et 22,739 hommes de l'armée de terre; 179 officiers et 3,392 hommes de l'armée de mer; 95 officiers et 6,808 travailleurs tonkinois; soit 935 officiers, 26,731 hommes de troupes de France et d'Algérie, et 6,808 Asiatiques.

En 1886, on n'entreprendra au Tong-King que 407 officiers et 12,635 hommes de l'armée de terre; 108 officiers et 2,794 hommes de l'armée de mer; 171 officiers et 12,546 travailleurs tonkinois; soit 686 officiers, 15,429 hommes de troupes de France et d'Algérie, et 12,546 travailleurs tonkinois.

Différence en moins pour les troupes d'Europe et d'Afrique : 249 officiers et 11,352 hommes.

Différence en plus pour les troupes asiatiques : 5,738.

Ainsi, au lieu d'entretenir, comme en 1885, effectif total (troupes de toute provenance) de 34,524 hommes, officiers compris, sur lesquels il y avait un cinquième d'Asiatiques, on prévoit en 1886 un effectif de 28,761 hommes, officiers compris, sur lesquels les Asiatiques figureront pour près de la moitié.

Les dépenses de la marine, moindres en 1886 qu'en 1885, s'élèveront néanmoins à 45,203,901 francs. Le service de marine aura à faire face aux transports ordinaires, au rapatriement d'une partie des troupes de France et d'Algérie, à l'entretien de la nombreuse flottille du Tong-King, qui ne compte pas moins de vingt-neuf canonnières.

Il résulte de cette communication, qui a un caractère officieux, que le Tong-King nous coûtera, chiffre avoué, 75 millions par an.

Le total est assez coquet, ce nous semble; d'autant plus que jusqu'à ce jour la fameuse expédition Ferry ne nous a rapporté que des... déficits.

— On a vivement reproché aux députés de l'Annam et de la Cochinchine d'avoir défendu leur élection contre les attaques de mauvaise foi des gauches. Le Pays, par la plume de M. Paul de Cassagnac, répond à ce reproche dans une lettre adressée à M. Brunet, député invalidé, et dont voici un extrait :

Et vous avez payé pour nous tous. C'est vous qui avez essuyé les platras, qu'on a frappés bêtement, criminellement, pour assouvir les passions antireligieuses. Pourtant, s'il est un département où le clergé se soit abstenu prudemment de toute ingérence, c'est bien le vôtre.

Mais Paul Bert vous avait signalés comme des protégés du clergé, et cela suffisait à ces mœurs de bon Dieu.

Vous avez donc gardé le silence parce que toute la droite vous l'a demandé, parce qu'une partie de la gauche vous en a priés. Et vous êtes les victimes de votre confiance dans la bonne foi et dans l'honnêteté des républicains.

Voilà ce que je tenais à vous dire, pour que vos amis politiques sachent bien que vous n'êtes pas hommes à éviter la bataille, et que vous êtes prêts à offrir franchise, loyalement.

Et vous n'avez pas succombé dans un combat, mais dans une embuscade, dans un guet-apens.

Nous n'avez pas été tués en face, vous avez été lâchement assassinés par derrière.

Ne quittons pas le Pays ni M. Paul de Cassagnac, sans signaler la lettre que notre confrère adresse au préfet du Gers, M. de Bassy. Cette lettre nous fait connaître, une fois de plus, ce que valent les fonctionnaires de la République. Nous y lisons ce qui suit :

Arrivé dans le Gers avec la réputation d'un administrateur libéral et honnête, vous en parlez comme préfet sectaire et menteur.

Monsieur, vous m'avez donné votre parole que les

frères de la doctrine chrétienne ne seraient pas chassés de la ville de Plaisance, que leur école ne serait pas laïcisée contre le vœu d'une loi votée formelle de nos chrétiens populations.

Et pour servir d'ignobles haines, pour obéir à des ordres partis d'en bas, vous êtes parjuré !

Il fallait conserver votre place à tout prix. Ayant à choisir entre votre parole et vos appointements, vous n'avez pas hésité. Vous avez gardé les appointements.

Et plus loin :

Forcément, il vous est resté quelque chose d'un ancien métier fait par vous, et que j'ai révélé, car peu de personnes le connaissent.

Pendant la guerre, vous vous êtes mis au service de M. Wilson, gendre de M. Grévy, comme « brossier », comme « ordonnance ».

C'est avec calme, avec sécurité, c'est avec le piumeau sous le bras, que vous avez contenu la sanglante invasion. J'aurais dû m'en souvenir et me méfier de la double situation morale qui devait en découler.

On voit que M. Allain Targé doit être fier de son personnel.

— Le préjugé du vendredi 13 existe-t-il encore à l'état aigu ? se demande Pierre Giffard. Beaucoup de gens s'imaginent qu'il disparaît d'année en année. Il n'en est rien.

L'an 1885, qui va finir, ayant compté 3 vendredis 13, nous avons trouvé là une excellente occasion de vérifier la persistance de cette crédulité populaire, qui attribue au vendredi 13 une influence funeste, si funeste que nombre de Français hésitent à se risquer ces jours-là dans les chemins de fer, dans les théâtres, même dans les omnibus.

Il y a encore des milliers de personnes, au temps où nous vivons, qui attendent toutes les catastrophes de ce jour maudicieux.

Pour renouveler les chiffres qu'on a publiés il y a quelque dix ans à ce sujet, et qui, à chaque occasion, se répètent, nous nous sommes adressés aux journaux, nous avons demandé à nos confrères de nous adresser aux Compagnies des chemins de fer, à celles des Omnibus, des Tramways, des Wagons-Lits, aux agences théâtrales.

Or, de ces chiffres comparatifs, il résulte que partout les recettes ont baissé les vendredis 13 février, 13 mars et 13 novembre, tombant tous trois un vendredi.

Par ce temps d'athéisme et de gens qui visent à l'esprit fort, la constatation est assez curieuse.

Faits divers

Deux ouvriers noyés. — Hier, vers trois heures de l'après-midi, deux ouvriers étaient occupés à puiser de l'eau dans l'écluse de la rue de la République, quand ils se virent entraînés par un courant. Ils furent entraînés dans le fleuve, où ils furent noyés.

Leurs corps n'ont pas encore été retrouvés.

Suicide d'une famille. — Avant-hier, vers neuf heures, les époux Bino, demeurant rue de Charbonnet, et qui étaient plongés dans la plus profonde misère par suite de l'absence de travail, après avoir couché leur enfant de sept ans, ont allumé un réchaud et se sont mis au lit, à leur tour, attendant la mort.

Il est dit que cet homme l'avait examiné par tout le corps, puis s'était couché. Pas de chance, celui-là ne pourra pas servir à rien. Il a eu le bras cassé. Et, le lendemain, le bachelier l'avait emmené à Boulogne et l'avait jeté dans la Seine.

Cet enfant qui donnait son adresse à ceux qui l'avaient sauvé et qui le ramenaient chez ses parents, à la grande joie de ceux qui croyaient le pauvre petit perdu à jamais pour eux.

Il était bien allé faire leur déclaration au commissaire de police du quartier, mais celui-ci n'avait pu recueillir aucun indice. Ils retourneront chez le magistrat avec leur enfant, qui recommença son récit sans varier en quoi que ce soit.

Le commissaire commença sur-le-champ son enquête. Elle vient seulement d'aboutir, et un forain, propriétaire d'un musée de figures de cire, installé actuellement à la fête de Montmartre, a été arrêté hier et confronté avec sa victime.

Cette confrontation a eu lieu dans des conditions telles qu'il est difficile de douter de la culpabilité de cet homme.

Le commissaire l'a fait placer au milieu d'une douzaine d'individus, puis on a introduit l'enfant. Celui-ci n'a pas hésité une seconde. Montrant du doigt le salimbanché, il s'est écrié :

Le voilà ! c'est lui qui m'a jeté à l'eau.

L'autre a pâli un moment, puis il a été absolument, mais les alibis qu'il invoquait ont tous été reconnus faux.

Cet individu a été conduit à Boulogne, où on a reconstitué la scène du crime, en présence de l'enfant et d'un certain nombre de témoins.

C'est un nommé Jean-Jacques Cornier, âgé de cinquante-huit ans, employé en qualité de salimbanché chez M..., directeur de musée forain. Ce misérable a été envoyé au Dépôt.

Les parents du petit Morin, c'est le nom de la victime, ont voulu attentat que nous venons de raconter, dans la rue de la République, le père est employé, la mère vend des journaux.

Cet enfant est assez fort, a la physionomie intelligente et parle très facilement.

Le pauvre enfant a été, il y a deux années, victime d'un accident qui lui a fracturé le bras droit. On lui a dit qu'il était blessé, et il a été conduit à l'hôpital. Le jeune Morin fut envoyé à cette époque à Berck-sur-Mer pour y subir un traitement. Malgré les soins qui lui ont été donnés, il a conservé le bras ankylosé.

Mort mystérieuse. — Dans un hôtel meublé de la rue de la Verrière, on a découvert, avant-hier soir, le cadavre d'une jeune femme qui était venue, vers deux heures de l'après-midi, passer quelques minutes en compagnie d'un jeune homme dont l'identité n'a pas été établie.

Lors de la découverte du corps, le jeune homme avait disparu depuis longtemps.

Le cadavre a été transporté à la Morgue pour y être soumis à l'autopsie, car ce décès singulier serait de nature à faire croire à un crime.

